

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU GARD
CANTON DE LE VIGAN

Envoyé en préfecture le 23/09/2022
Reçu en préfecture le 23/09/2022
Affiché le
ID : 030-213000409-20220920-2009221-DE

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE BLANDAS**

SEANCE DU 20 SEPTEMBRE 2022

L'an deux mille vingt-deux, le vingt septembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Blandas, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Marc WELLER, Maire.

Nombre de Conseillers en exercice : 10

Nombre de Conseillers présents : 2

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 16/09/2022

Présents : Marc WELLER, Valentin ROBA.

Absents : Clément GUILLET, Fabrice GATY, Florent STEINMETZ, Caroline SERRES, Michel GRAZIOLI, Merel VAN DER BLIEK, Vincent LHOMME, André BARRAL.

Procuration : Merel VAN DER BLIEK donne procuration à Marc WELLER.

A été nommé secrétaire de séance : Valentin ROBA.

OBJET : Décision Modificative 1

COMPTES DEPENSES

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
23 / 2315 / 10021	Installations, matériel et outillage techniques		32 000,00
23 / 2315 / 10001	Installations, matériel et outillage techniques		5 000,00
23 / 2315 / 10019	Installations, matériel et outillage techniques		1 000,00
21 / 2135 / 10021	Installations générales, agencements, aménagements des const	2 000,00	
21 / 2135 / 10054	Installations générales, agencements, aménagements des const	15 000,00	
21 / 2151 / 10011	Réseaux de voirie	15 000,00	
21 / 2135 / 10001	Installations générales, agencements, aménagements des const	5 000,00	
21 / 2135 / 10019	Installations générales, agencements, aménagements des const	1 000,00	
Total		38 000,00	38 000,00

COMPTES RECETTES

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
Total		0,00	0,00

Le Conseil Municipal, après délibération,

APPROUVE la décision modificative n°1.

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer l'ensemble des actes nécessaires.

Fait et délibéré le mois jour et an susdit.

Le Maire, Marc WELLER



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'Etat.